

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**SOUS LE HAUT PATRONNAGE DE MONSIEUR LE MINISTRE  
DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**AVANT PROJET D'UNE CHARTE DE QUALITE ET PACTE DE  
CROISSANCE ENCADRANT ET ENGAGEANT LES ACTIVITES DES  
PROFESSIONNELS DE LA FILIERE AVICOLE POUR LA  
STRUCTURATION ET LA MODERNISATION DE L'AVICULTURE  
NATIONALE**

**Août 2012**

# SOMMAIRE

## **1/INTRODUCTION**

## **2/Problématique de l'aviculture nationale-Exposé des problèmes et des solutions**

## **3/Définition des objectifs de coût de production compétitifs et des moyens liés pour porter l'aviculture nationale aux standards internationaux les plus performants**

- a) Produire à faible coût et par là même satisfaire le consommateur national et réaliser des économies sur le coût des intrants notamment les céréales importées en devises.
- b) Les moyens techniques
- c) Les moyens matériels
- d) Exporter sur les marchés proches et halals

## **4/ Cadre du renouveau avicole**

- a) Création des GIC filière avicole, instrument du renouveau avicole
- b) Définition du cadre réglementaire des GIC avicoles
- c) Obligations des GIC avicoles
- d) Avantage d'adhérer aux GIC avicoles

## **5/ ACTIONS INDUSTRIE-BANQUE-ELEVEURS portant modernisation et renouvellement du parc de bâtiments avicoles et création d'abattoirs industriels**

### Actions pour le renouvellement du parc de bâtiments avicoles national

- a) Etat des lieux des bâtiments existants et problématique
- b) Mise à niveaux des bâtiments qui le permettent
- c) Programme national de renouvellement du parc de bâtiments avicoles
- d) Création d'abattoirs industriels
- e) Faciliter l'accès aux crédits bancaires
- f) Bonification du crédit

g) Encadrement des opérations par des filières organisées

h) Cadre réglementaire

## **6/ Charte de Qualité des Intervenants de la Filière**

Maitrise et vulgarisation des techniques de production.

Assurer la qualité des poussins et de l'aliment de bétail, assurer la vulgarisation des techniques de production et fixer l'obligation aux abattoirs d'encadrer et de rémunérer la filière afin de satisfaire le consommateur national.

### **Obligations sectorielles**

- a) Les sélectionneurs génétiques
- b) Les éleveurs de reproducteurs
- c) Les accoueurs
- d) Les UAB
- e) Les éleveurs chair
- f) Les abattoirs
- g) Les importateurs de céréales

### **Rôle du corps vétérinaire**

## **7/ Subventions ciblées incitatives qui permettront de réguler le marché**

- a) type de subventions
- b) contreparties des subventions

## **8/ Le rôle des offices publics**

La filière avicole comprend de nombreux intervenants : les sélectionneurs génétiques, les éleveurs de reproductrices qui fournissent les œufs à couver, les éleveurs qui organisent les bandes d'élevage, les fabricants d'aliments de bétail, les abattoirs qui commercialisent le produit et assurent la rémunération de l'ensemble des intervenants, les importateurs des matières premières, les commerçants et enfin les consommateurs.

Tous ces acteurs sont interdépendants mais ils ne disposent pas à ce jour de cadre dynamique et interactif leur permettant de renforcer leur organisation en filière structurée pour travailler ensemble.

Cette charte de qualité et pacte de croissance ambitionne de poser ce cadre de travail pour que toutes les énergies et compétences de la filière puissent converger dans le même sens, que les opérateurs apprennent à travailler ensemble de manière performante, assurant ainsi l'approvisionnement du marché national à des conditions satisfaisantes pour le consommateur.

Ces conditions réunies influenceront positivement sur la demande et donc sur la production en inscrivant la production avicole nationale sur une courbe de croissance durable qui permettra à n'en pas douter de dégager des surplus à l'exportation.

## 2/PROBLEMATIQUE ESSENTIELLE DE L'AVICULTURE NATIONALE

Afin de mettre en place les mesures adéquates pour lutter contre la flambée des prix, il convient tout d'abord de comprendre la problématique essentielle du secteur.

La problématique essentielle du secteur réside dans le prix de revient de la viande blanche et ce problème est amplifié lorsque les prix des céréales connaissent une flambée sur le marché international comme actuellement.

Le prix de revient du kilogramme de poulet est composé à 90% par le prix de son alimentation, c'est pourquoi l'indice de consommation (c.-à-d. la quantité d'aliment de bétail consommée par un poulet pour produire un kilo de viande), est si important.

Quelques chiffres éloquentes rapportés par rapport à la monnaie nationale:

En Tunisie , le prix de revient du kilo de poulet est de 110 dinars.

Au Maroc , il est de 120 dinars.

En France , il est de 90 dinars.

Au Brésil , il est de 65 dinars.

En Algérie , il oscille entre 150 et 180 dinars le kilo.

- Ainsi, pour produire 1 Kg de poulet, nos aviculteurs utilisent en moyenne 3,5 Kg d'aliment, composé à 95% de maïs et de soja, deux céréales importées en devises.
- Dans le même temps, grâce à la maîtrise technique que permettent leurs bâtiments, les aviculteurs des pays développés et même ceux de nos voisins Tunisiens et Marocains utilisent 1,6 à 2Kg d'aliment pour 1Kg de poulet.

Nous perdons donc 1,5 Kg d'aliment pour chaque kilogramme de poulet produit. C'est pour cela que le poulet coûte deux fois plus cher chez nous que chez nos voisins et concurrents internationaux

### PRINCIPALES RAISONS DE CETTE FAIBLESSE :

- la mauvaise qualité des moyens de production.

### IMPACT EN DEVICES SUR L'ECONOMIE NATIONALE

La faiblesse des résultats techniques en élevage, outre leur impact sur la filière elle-même, contribue au déséquilibre de la balance devises du pays et cela se traduit de la manière suivante:

- Sachant que la production annuelle de poulet de chair en Algérie est de 253.000 tonnes selon la FAO. Si un vaste programme de modernisation des bâtiments d'élevage était mis en place et permettait une amélioration des résultats techniques, l'économie des céréales qui ne seraient pas consommées pourrait atteindre près de 379.000 tonnes d'aliment de bétail par an. Soit environ 360.000 tonnes de Maïs et Soja.
- La valeur des économies engendrées s'élèverait à plus de deux cent millions d'euros par année, (200.000.000 €). L'Etat est donc gagnant dans une opération d'encouragement et d'incitation à la modernisation du parc national de bâtiments d'élevage avicole.

Il est donc primordial de moderniser et surtout faciliter le financement, des infrastructures d'élevage afin de pouvoir influencer durablement sur les prix de revient du poulet et donc de vente aux consommateurs.

### REGULATION DU MARCHÉ

L'absence de régulation des quantités mises sur le marché est due principalement à l'absence de structures d'abattage de grande capacité en nombre suffisant. En effet, seules des structures industrielles, disposant de moyens d'abattage et de stockage importants, peuvent être en mesure de jouer un rôle de moteur de la filière.

#### **Conditions indispensables au renouveau de la filière avicole :**

- des abattoirs qui jouent le jeu et deviennent les chefs de files des filières avicoles comme partout dans le monde
- des moyens de production adaptés à travers des fermes d'élevage modernes qui permettront une production à des prix de revient compétitifs
- des aliments de bétail équilibrés et performants suivant des normes rigoureuses
- des contrôles renforcés de la qualité des aliments de bétail produits, tant du point de vue sanitaire que technique
- des poussins de qualité produits dans un environnement sain permettant d'éviter tout risque d'infection et transportés jusqu'aux sites d'élevage dans de bonnes conditions
- l'application stricte du plan de prophylaxie national et de méthodes d'élevage rigoureuses
- le renforcement et l'encadrement du rôle du corps vétérinaire
- des mesures incitant les intervenants agissant actuellement dans l'informel à s'inscrire dans un cadre organisé et pouvant être contrôlés
- une lutte renforcée contre les pratiques risquées pour la santé publique, notamment les abattages clandestins.

### **3/Définition des objectifs de coût de production compétitifs et des moyens liés pour porter l'aviculture nationale aux standards internationaux les plus performants et:**

- a) **Comment produire à faible coût** et en conséquence satisfaire le consommateur national et réaliser des économies sur le coût des intrants notamment les céréales importées en devises.

Les composantes de la structure de prix d'un kilo de poulet vif s'établissent comme suit :

Le prix du poussin

Le prix de l'aliment de bétail

Le prix des produits vétérinaires

Le coût des autres produits : énergie, litière, eau.

Le coût des salaires du/des ouvriers.

Le coût du suivi par un vétérinaire.

Le prix de la location ou l'amortissement du bâtiment d'élevage.

Le coût de l'amortissement du matériel d'élevage.

L'élément déterminant du coût de revient est :

L'indice de consommation **IC** qui représente la quantité d'aliment de bétail consommé pour fabriquer un kilo de poulet. Pour arriver à **un coût de revient de 100 à 120 dinars, cet indice de consommation ne doit pas être supérieur à 2**, c'est à dire à deux kilos d'aliment de bétail pour fabriquer un kilo de poulet.

Les éléments qui interfèrent sur l'indice de consommation sont : la qualité du poussin, la qualité de l'aliment, les conditions d'élevage et la qualité du suivi zootechnique et vétérinaire.

**Les moyens à déployer pour atteindre un indice de consommation inférieur à 2 :**

#### **b) Les moyens techniques**

Afin que l'indice de consommation soit inférieur à 2 il faut que :

- les aliments de bétail proposés à la filière soient conformes aux normes exposées en point 7/d de la présente charte

- les poussins doivent être indemnes de toute infection et vaccinés au couvoir - HB1, H120 - (De plus, la vigilance des accoueurs doit être redoublée dans les opérations de séchage, et

ce afin de réduire les cas d'omphalite, véritable fléau qui constitue la porte d'entrée des infections)

- le plan de prophylaxie national doit être suivi scrupuleusement

- un suivi sanitaire des élevages avec toutes les précautions d'hygiène les plus rigoureuses pour assurer un produit de qualité et réduire les mortalités

### **c) Les moyens matériels**

Le parc de bâtiment doit être renouvelé et modernisé pour les bâtiments qui le permettent. Seules de telles structures performantes peuvent permettre un accroissement du Kilotage produit au mètre carré, réduire les mortalités par la qualité sanitaire des structures et surtout réguler efficacement la circulation de l'air et la température évitant ainsi les plus chaudes et plus froides températures.

Au point de vue de l'alimentation énergétique, il convient de sortir des « bouteilles de gaz », elles sont la cause de pénuries, de coût de production élevé, sans compter tous les accidents qu'elles provoquent.

Des bâtiments modernes sont à température régulée avec des installations économes en énergie, grâce notamment à la qualité de leur isolation, le gaz consommé est stocké dans des grandes citernes qui sont remplies tous les 6 mois.

Des bâtiments modernes utilisent aujourd'hui les énergies alternatives, notamment solaires qui engendrent des économies de coûts notables.

C'est la condition indispensable à court et moyen terme qui permettra à l'aviculture nationale de produire à des conditions de coût qui lui permettront de satisfaire le consommateur national et de dégager des surplus à l'exportation.

L'aviculture nationale s'inscrira dans cette perspective, car en raison des faibles coûts de main d'œuvre et d'énergie, elle sera fortement compétitive sur les marchés export.

Les abattoirs feront les mises à niveaux nécessaires pour être aux normes internationales. Ils se doivent d'être les organisateurs de la filière et veiller à la qualité des intrants servis aux acteurs de la filière.

### **d) Exporter sur les marchés proches et halals**

Les abattoirs qui seront les chefs de file de la filière auront une capacité d'absorption de l'offre excédentaire de production, lorsqu'elle a lieu, en procédant à son stockage, voire en la destinant à l'exportation vers les marchés halals.



## 4/ Cadre du nouveau avicole.

### a) Création des GIC filière avicole, instrument du nouveau avicole

L'Etat met en place un cadre incitatif pour que tous les éleveurs travaillant aujourd'hui en dehors de tout cadre réglementaire puissent venir rejoindre des structures organisées, ils bénéficieront ainsi du concours de l'Etat, de la formation par la vulgarisation des techniques de production et de tous les instruments mis en place par les pouvoirs publics pour promouvoir la production et développer l'emploi.

Les pouvoirs publics en ayant identifié tous les opérateurs, pourront, disposant de tous les agrégats du secteur, prendre toute mesure ciblée à même de promouvoir la production, contrôler le respect de la législation et préserver l'emploi.

Les opérateurs auront ainsi intérêt à rejoindre des groupements d'intérêt communs agréés par les pouvoirs publics et qui leur apporteront divers avantages.

### L'expérience réussie de l'encadrement de la filière lait peut servir de modèle à une telle opération.

#### b) Définition des GIC avicoles :

Toute personne physique ou morale qui crée une structure administrative destinée à l'organisation d'une filière avicole et qui s'engage à mettre en place une structure d'assistance technique, financière et administrative pour les éleveurs membres du GIC qu'il préside.

Le GIC filière avicole doit être organisé autour d'une structure d'abattage et pouvant regrouper tous les autres acteurs de la filière.

Ce GIC est agréé par les services compétents du Ministère de l'Agriculture, lorsque l'entreprise qui le préside (créateur du GIC) adhère à toutes les dispositions de la présente charte de qualité et de pacte de croissance.

#### c) Obligations des GIC avicoles :

- recenser les bâtiments avicoles à moderniser
- engager des actions de modernisation de la filière par la création de fermes modernes
- s'engager à assurer la réussite des opérations en leur apportant l'encadrement nécessaire.
- atteindre les objectifs qualitatifs et quantitatifs définis par la présente charte notamment de produire à un indice de consommation inférieur à 2

- établir le cahier des charges des intrants qui seront fournis aux acteurs de la filière créée par le GIC et qui devront être de qualité rigoureusement conforme aux dispositions de la présente charte de qualité.
- rémunérer tous les acteurs de la filière selon des contrats préalablement signés avant l'entrée en production

#### **d) avantages d'adhérer aux GIC**

Tout intervenant du secteur qui adhère à un GIC avicole agréé par le ministère de l'agriculture bénéficie de :

- prêts à taux bonifiés
- accès aux prêts fédératifs
- garantie de l'Etat pour des prêts liés à la modernisation des bâtiments qui le permettent
- garantie des pouvoirs publics pour des prêts liés à l'achat de moyens modernes de production, dont les fermes d'élevages modernes à température régulée, les couvoirs et les installations d'abattage
- lorsque l'Etat met en place des subventions, c'est le GIC qui les distribue aux adhérents suivant le barème fixé par l'Etat et le GIC soumet la demande globale de remboursement des avances qu'il a consenti à ses adhérents dans ce cadre, aux autorités compétentes

### **5/ ACTIONS INDUSTRIE-BANQUE-ELEVEURS portant modernisation et renouvellement du parc de bâtiments avicoles et création d'abattoirs industriels**

#### **Actions pour le renouvellement du parc de bâtiments avicoles national**

##### **a) Etat des lieux des bâtiments existants**

La qualité des bâtiments d'élevage ainsi que la maîtrise des paramètres d'élevage conditionnent la réussite des lots de poulets et donc le coût de production.

Les limites techniques et sanitaires des bâtiments traditionnels qui représentent la quasi-majorité des bâtiments d'élevage privés sont les suivantes :

- non maîtrise des températures dues à des isolations insuffisantes et à l'absence de moyens de régulation de la température
- absence ou faible mouvement d'air, ce qui provoque des maladies respiratoires et entraîne des taux de mortalité élevés

- baisse de performance liée aux températures
- stress thermique pour les animaux
- dégradation de l'indice de consommation
- difficulté de désinfection et de mise en place de barrière sanitaire

### **Problématique engendrée**

Ces bâtiments créent des limites techniques au développement de l'aviculture par l'absence de performance technique.

#### **b) Mise à niveau des bâtiments qui le permettent :**

Les GIC avicoles devront recenser les bâtiments qui peuvent être modernisés efficacement

#### **c) Programme de renouvellement du parc de bâtiments avicoles**

##### **Caractéristiques des moyens de production modernes:**

Il s'agit de bâtiments aménagés avec une performance et une rentabilité des plus importantes de l'élevage avicole.

L'adaptation au cas Algérien doit être prise en compte, quelque soit la zone géographique du pays.

Parmi les principales caractéristiques de ce type de bâtiment aménagé, il y a lieu de noter :

- maîtrise des températures (condition de réussite d'un démarrage d'élevage)
- performance Zootechnique
- isolation thermique performante en cas de passage de périodes de forte chaleur
- système de renouvellement d'air efficace, ce qui permet d'augmenter les Kilotages pour plus de rentabilité
- ventilation et dimensionnement adaptés
- maîtrise sanitaire des élevages

La production par bâtiments est de 6 bandes d'élevage par année.

## **Résultats attendus**

- bonne rentabilité des élevages liée à la performance zootechnique associée à deux critères (Kilotage et Indice de consommation)
- la haute qualité des bâtiments d'élevage ainsi que la maîtrise des paramètres d'élevage, d'où de bons coûts de production.
- maîtrise des températures et conditions de réussite du démarrage.
- apports techniques et sanitaires des aménagements des bâtiments avicoles
- existence d'éléments de gestion des périodes chaudes
- maîtrise des consommations, notamment des aliments.
- distribution automatique des aliments et intrants divers pour une utilisation parcimonieuse, donc aucun gaspillage, mais que de la rentabilité à tous les niveaux

### **d) Création d'abattoirs industriels**

La création d'abattoirs industriels sera encouragée, ce sont ces structures qui joueront un rôle important dans la régulation du marché.

### **e) Faciliter l'accès aux crédits bancaires**

Le financement des bâtiments modernes est une opération rentable pour l'aviculture et la collectivité nationale.

Le partenaire banquier est ici incontournable :

- D'abord en permettant des coûts de production de 100 à 120 dinars par kilo de poulet, ce qui permettra de proposer le poulet au consommateur à 180 dinars le kilo.
- Ce cout de production étant obtenu en améliorant l'indice de consommation et en le portant à 2 kg d'aliment de bétail par kilo de poulet produit maximum alors qu'il est de 3,5 kg d'aliment de bétail par kilo de produit, c'est 400 000 tonnes de céréales en moins importées annuellement.

La valeur des économies engendrées s'élèverait à plus de deux cent millions d'euros par année (200.000.000 €).

L'Etat est donc gagnant dans une opération d'encouragement et d'incitation à la modernisation du parc national de bâtiments d'élevage avicole.

### **f) La bonification du crédit :**

Dans le cadre de filière organisée, l'Etat peut accorder des prêts bonifiés

### **g) L'encadrement des opérations par des filières organisées**

Les entreprises chefs de files des filières organisées dans le cadre des GIC avicoles, encadreront au point de vue technique, administratif les opérations de renouvellement des bâtiments avicoles et de création de fermes modernes dans le cadre des filières qu'elles dirigent. Elles apporteront ainsi une garantie de réussite des opérations ce qui représentera une garantie pour les banques.

### **h) Le cadre réglementaire :**

Le partenaire banque simplifiera le traitement des dossiers et s'engagera dans le cadre de cette charte à :

- un traitement rapide des dossiers
- engager les crédits sur présentation des titres de propriété, de concession, de possession ou de location du terrain d'assiette
- financer à 100 % l'acquisition du matériel en contrepartie de son nantissement
- engagement d'encadrement du GIC avicole

## **6/ Charte de qualité des intervenants de la filière.**

Des actions de maîtrise et de vulgarisation des techniques de production seront engagées par les GIC avicoles à destination des éleveurs.

Ces actions porteront sur :

- le suivi de la qualité sanitaire des poussins
- la vaccination des poussins dans les couvoirs
- la mise en place systématique de plan de prophylaxie dans les élevages
- le suivi des bandes d'élevage
- le suivi économique des bandes d'élevage
- la mise en place des barrières sanitaires

Le chef de file de la filière encadrera ces actions. L'objectif étant de produire avec un coût de revient compris entre 100 et 120 dinars le kilo et satisfaire le consommateur national tant en matière de coût que de qualité sanitaire et gustative.

## Obligations sectorielles

### a) Les sélectionneurs génétiques

Déployer les moyens techniques et humains pour faire le suivi technique des couvoirs utilisant les génétiques dont ils sont les concepteurs. Fournir un rapport trimestriel de suivi clientèle aux services compétents.

### b) Les éleveurs de reproducteurs

Les éleveurs de reproducteurs se doivent d'assurer une hygiène et un contrôle sanitaire des plus stricts surtout qu'ils sont en amont de la filière avicole.

De plus, ils devront respecter le plan de prophylaxie national et fournir aux accoueurs le détail de tous les traitements administrés aux reproducteurs, afin que les éleveurs qui seront approvisionnés en poussins puissent avoir connaissance des traitements qui se révéleront inefficaces en raison d'antibio-résistances acquises.

### c) Les accoueurs

Fournir des poussins de qualité indemnes de tout agent pathogène et garantir à chaque livraison :

- un tri systématique des poussins de manière à écarter les animaux victimes d'omphalites, de handicaps ou mal séchés
- le comptage précis des poussins
- une pesée de poussins
- des prélèvements systématiques de poussins ou de sang aux fins de recherche de mycoplasme ou autres agents pathogènes
- fournir les documents nécessaires à l'enlèvement des poussins (bon de livraison et certificat sanitaire)
- effectuer les vaccinations par nébulisation au couvoir (B.I. et Newcastle)
- fournir la liste des traitements administrés aux parentaux

### d) Les UAB

Fournir des aliments de bétail adaptés aux utilisateurs et permettant d'atteindre dans de bonnes conditions d'élevage un indice de consommation de 2 en poulet de chair.

### e) Les éleveurs de poulet de chair

Respecter toutes les bonnes règles d'élevage et toutes les étapes du plan de prophylaxie national afin de produire dans de bonnes conditions sanitaires et avec un indice de consommation de 2, soit utilisé 2 kilos d'aliment de bétail pour un kilo de poulet produit.

f) les abattoirs

Organiser des filières avicoles performantes en engageant les actions suivantes :

- fédérer les éleveurs de poulet dans le cadre de filière intégrée.
- mettre en place des contrats de filière avec les éleveurs qui comprendront toutes les étapes de la relation contractuelle. Ces contrats d'intégration devront fixer les prix d'achat et de vente et les conditions de rémunération des intervenants qui y participent.
- s'assurer de la qualité des intrants qui sont utilisés par les éleveurs de la filière.

Ces intrants sont :

- les poussins. Ils doivent être indemnes de tout agent pathogène et vaccinés
- l'aliment de bétail qui doit répondre à des normes nutritionnelles sérieusement contrôlées et qui sont déterminantes de l'indice de consommation
- les médicaments vétérinaires qui doivent être distribués dans le cadre du plan de prophylaxie
- l'enlèvement des poulets suivant une procédure définie à l'avance
- l'abattage, la conservation et la distribution suivant les normes sanitaires les plus strictes
- la rémunération des éleveurs et des divers intervenants

g) Les importateurs de céréales :

Veiller à la qualité des céréales importées et notamment le respect des spécificités suivantes :

- pour le maïs : procéder à l'achat de Maïs grade 1 ou grade 2. S'assurer que le taux de brisure et d'impuretés soit inférieur aux normes réglementaires. Demander un certificat d'aflatoxine qui doit être inférieur à la norme réglementaire.
- pour le soja, s'assurer de la bonne qualité des sojas, de leur bon stockage et commercialisation.

Rôle du corps vétérinaire

Le corps vétérinaire doit jouer un rôle essentiel dans la structuration de la filière, en garantissant au consommateur national un produit de qualité sanitaire irréprochable.

Notamment par les actions suivantes :

- respect du plan de prophylaxie national

- limitation des traitements antibiotiques préventifs
- conseils techniques aux éleveurs sur la conduite d'élevage, ventilation, mise en place de barrières sanitaires
- respecter les conditions de délivrance des certificats d'orientation à l'abattage
- modérer la consommation de médicaments au strict nécessaire

Par ailleurs, il faut lutter par des contrôles fortement renforcés contre la pratique, malheureusement existante, consistant à délivrer des certificats d'orientation à l'abattage sans avoir aucune connaissance de l'élevage car il en va de la sécurité du consommateur.

## **7/Subventions ciblées incitatives permettant de réguler le marché**

### **a) Type de subventions**

L'Etat pourra mettre en place des subventions à la production ou à la vente afin de tempérer les prix du poulet. Ces subventions ciblées seront versées à chaque GIC avicole agréé et sous des conditions préalablement définies. Celui-ci le répartira ensuite entre les différents acteurs de la filière, à savoir :

- couvoirs
- abattoirs
- éleveurs

Le contrôle de ces subventions sera calqué sur le modèle de l'ONIL.

En ce qui concerne les fabricants d'aliment de bétail des mesures d'exonération et de bonification relatives aux droits et taxes sur les céréales peuvent être prises en fonction des conditions de marché.

### **b) Contreparties des subventions**

Ces subventions seront versées aux éleveurs qui auront produit avec un indice de consommation de 2 au maximum et aux acteurs de la filière adhérents aux GIC avicoles agréés et adhérents à cette charte qualité.



## **8/ ROLE DES OFFICES PUBLICS**

Les offices publics activant dans le domaine de l'élevage avicole disposent aujourd'hui de structures industrielles qui devraient permettre d'agir fortement sur le marché.

En raison de l'urgence de la situation actuelle et dans le but de maximiser l'exploitation des structures existantes les unités ne remplissant pas les objectifs ci après énumérés pourront être mises en location-gérance auprès d'opérateurs privés professionnels du secteur qui se verront assigner des objectifs minimum de production :

- abattoirs : 50% de la capacité horaire sur 8 heures de travail quotidien
- couvoirs : 50% de la capacité nominale
- élevages : minimum de production annuelle de 135 Kilogrammes par mètre carré de surface d'élevage